

Mesdames, messieurs, bonjour,

Il y a maintenant cent ans voyait le jour un phare dans l'obscurité, une référence et une source d'inspiration pour les générations à venir. Un modèle d'engagement qui rayonne jusqu'à nos jours. Cette rentrée académique 2022 est l'occasion de célébrer ce centenaire, celui de la naissance d'Irène Pétry.

Militante féministe belge, première présidente du Conseil de la Communauté Française et de la Cour constitutionnelle, elle fut aussi ministre d'Etat. Cette année, nous célébrons les 100 ans de sa naissance. Ha oui, et accessoirement ceux du campus sur lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Il y a cent ans, la décision d'implanter notre université sur le campus du Solbosch fut prise. La construction du premier bâtiment, le bâtiment U, fut lancée un an plus tard et nos étudiantes et étudiants commencèrent à fouler ces couloirs et allées que nous parcourons quotidiennement. Comme nous pouvons l'imaginer, l'installation de l'Université Libre de Bruxelles ne se fit pas sans heurts et l'érection du bâtiment U en choqua plus d'un. Nous pouvons citer l'architecte Paul Bonduelle qui blâma une absence complète de tout plan, une allure de gigantesque labyrinthe et un aspect fort peu décoratif des façades. Un début enthousiasmant pour le Solbosch... Vint alors le bâtiment A dont l'une des fonctions premières, inscrite dans le cahier des charges, a été de cacher la laideur unanimement reconnue du U. Nous ne dirons pas que ce fut de mauvaise augure pour les divers plans immobiliers de notre université. Non... Peut-être le début d'une constante quand même ?

Boutade mise à part, l'immobilier a été dès les débuts du Solbosch un enjeu majeur. Aujourd'hui, même si l'esthétique de certains bâtiments reste contestée, le problème n'est plus tant de faire oublier des choix hasardeux mais simplement de trouver de l'espace pour mener à bien les diverses missions de notre institution. En d'autres termes, nous avons des étudiantes, des étudiants, des chercheuses et des chercheurs qui débordent de partout ! En 1922, 3000 élèves suivaient les cours de notre université. Ce nombre, en constante augmentation, est à présent déjà multiplié par douze ! En pilotant plusieurs projets immobiliers de front, l'ULB est donc aujourd'hui engagée dans une réflexion sur l'aménagement de ces campus avec comme trame de fond une question : à quoi veut-on que ressemble à l'avenir la vie dans notre université ?

Derrière l'engouement et l'excitation que peuvent produire ces projets et réflexions, la réalité est moins exaltante. Elle est le résultat d'autres erreurs du passé qui n'ont pas trait au manque de beauté de nos campus mais à leur délabrement dû à un manque

d'investissement. Loin de nous l'idée de jeter la pierre sur l'institution. Non, aujourd'hui la cause de nos déboires immobiliers, et d'une grande partie des autres soucis de notre université, est un crucial manque de financement structurel.

Nos auditoires sont trop peu nombreux, souvent trop exigus et vieillissants. Nos chercheuses et chercheurs s'entassent dans des bureaux. Les exemples sont nombreux. Et nous ne parlons que des problèmes immobiliers. Le besoin d'un refinancement de l'enseignement supérieur se fait sentir de manière plus pressante chaque année. A tel point qu'aujourd'hui le corps scientifique, en sous-effectif criant, est fatigué. Fatigué du manque de perspectives qui lui est offert. Seuls 61% des personnes diplômées d'un titre de doctorat arrivent à trouver un CDI¹. Fatigué d'être écartelé entre des tâches d'enseignement rendues plus complexes et chronophages avec l'explosion du nombre d'étudiantes et étudiants et nos recherches qui ne font qu'en pâtir. Le nombre d'inscrits à notre université a augmenté de 32% en seulement 4 ans². Fatigué de vivre dans une situation des plus précaires quand les financements nous sont refusés encore et encore. Fatigués, pour les chercheuses et chercheurs contractuels, de devoir grappiller des mi-temps dont la charge de travail est en réalité celle d'un temps-plein. Fatigués des abandons de thèses, des fins de thèse au chômage, des recherches de bourses angoissées, des espoirs déçus pour des postes rares, du mal-être rampant et de l'inquiétude qui font partie de notre quotidien. Le taux moyen d'achèvement des thèses de doctorat était de 56% en 2012. La durée moyenne de ces thèses était d'au moins 5 ans, et ce même en excluant les assistantes et assistants³. Seuls 25% des détentrices et détenteurs du diplôme de doctorat finissent par obtenir un poste permanent à l'université⁴.

Nos années au sein du corps scientifique sont loin d'être des années folles. Nous faisons plutôt face, en première ligne, aux conséquences d'une économie de pénurie, provoquant tensions, jalousies et manœuvres motivées simplement par un indéfectible instinct de survie. Nous citerons Raymond Devos qui est né lui aussi en 1922 et était franco-belge, un peu comme la population actuelle du campus du Solbosch. Ce dernier disait donc "quand on est travaillé par une idée, on n'a plus l'idée de travailler". Tous les jours nous démontrons que cette citation est fautive. Travaillés par des idées, nous travaillons d'autant plus. Certes, la recherche

¹ Rapport Thématique #1 Volume 1 Devenir des titulaires de doctorat. Situation professionnelle des titulaires de doctorat de la Fédération Wallonie-Bruxelles

² Statistiques sur les étudiants pour l'année 2017-2018 (Tableau 1.7.2) et chiffres de la rentrée 2021-2022 du CRef.

³ Rapport soumis au conseil de la Recherche : Le doctorat à l'ULB: analyse des caractéristiques des parcours doctoraux à l'ULB

⁴ 2017 Career Tracking Survey of Doctorate Holders de l'European Science Foundation

universitaire ne peut pas être motivée par des raisons financières. Toutefois, les idées qui nous traversent et nous portent ne devraient jamais avoir pour contrepartie l'acceptation de conditions instables dans un climat d'opposition et de dissensions. Le système de financement de l'enseignement supérieur installe les universités francophones à la merci d'une clef de répartition qui a pour effet pervers de monter les différentes universités les unes contre les autres, d'instaurer une concurrence là où nous voudrions qu'il y ait collaboration et solidarité. La communauté elle-même est déchirée, se repliant derrière des tranchées érigées pour protéger les miettes de cadre qui nous sont attribuées. Il y a cent ans, en Europe, ces tranchées appartenaient définitivement au passé et nous espérons sincèrement que 2022 marque la transition vers une université réconciliée. Une université qui serait caractérisée par une participation démocratique effective et un esprit de cohésion.

Il y a cent ans, l'ULB faisait naître le campus du Solbosch. Un siècle plus tard, c'est sans aucune sérénité que nous envisageons l'avenir de notre université, de l'enseignement supérieur et de notre société. Nous ne voulons pas faire preuve de pessimisme même si celui-ci est devenu l'une des caractéristiques de la jeunesse actuelle. Mais c'est avec grande difficulté que nous concevons la poursuite des missions de notre université. Il devient plus que jamais important que l'université puisse remplir son rôle de réflexion sur nos pratiques actuelles, notre rapport au monde et au vivant, et sur la manière dont nous voulons faire société. N'oublions pas que 1922 marqua les débuts de la chute de l'Europe vers les ténèbres.

Et aujourd'hui alors que les brumes d'un monde qui s'éteint se répandent à nouveau, nous vous demandons à vous qui êtes présents comment sommes-nous censés développer cette connaissance qui doit aider à vaincre les ténèbres ? Comment notre société peut-elle se recréer lorsqu'on lui ôte les moyens de se penser ?